

Irak/Politique

# Douze ans après sa mort, où est Saddam Hussein ?

AFP

Aouja/Irak

La dépouille de l'ancien raïs demeure introuvable, alors que le mausolée abritant sa tombe n'est plus qu'un amas de béton et de fils de fer.

DANS son village natal d'Aouja, le mausolée qui abritait la tombe de Saddam Hussein n'est plus qu'un amas de béton et de fils de fer et la dépouille de l'ancien dictateur est introuvable.

A l'aube du 30 décembre 2006, premier jour de l'Aïd al-Adha, la plus grande fête du calendrier musulman, l'homme qui tint le pays d'une main de fer pendant un quart de siècle, est pendu.

Célébrée parmi les chiites, son exécution fut pour les sunnites, et surtout ceux de son village à 160 km au nord de Bagdad, une terrible humiliation.

Aussitôt après, le président américain George W. Bush accepta personnellement qu'un hélicoptère américain transporte le corps de Bagdad à Tikrit.

Le cheikh Manaf Ali al-Nida, haut dignitaire de la tribu des Albou Nasser, dont était issu Saddam Hussein, garde encore précieusement la lettre officielle que sa famille a ensuite dû signer.

**"DICTATEUR ADORE"** Dans ce document, les proches de l'ex-président s'engagent à l'enterrer le soir même et "sans aucun délai possible" à Aouja. Il est mis en terre dans le



Photo : AFP

Le mausolée censé abriter la tombe de l'ancien raïs Saddam Hussein. Mais voilà : la dépouille de ce dernier demeure introuvable.

mausolée qu'avait fait construire de son vivant celui que certains appellent encore "le dictateur adoré".

Chaque année, l'édifice était devenu un lieu de recueillement pour ses proches et partisans.

"Il y avait des voyages scolaires et des poètes qui venaient déclamer leurs vers sur la tombe", raconte à l'AFP Jaafar al-Gharaoui, en charge de la sécurité pour le Hachd al-Chaabi, ces unités paramilitaires formées à l'appel de la plus haute autorité chiite d'Irak pour repousser les jihadistes.

Aujourd'hui, de ce lieu richement décoré, il ne reste que des ruines auxquelles nul ne peut accéder sans autorisation spéciale.

Autour du mausolée, il ne reste rien non plus des tombes des fils du dictateur, Oudaï et Qoussaï, et de son petit-fils, tués en

juillet 2003 par les Américains, ainsi que de celle de son cousin "Ali le Chimique", pendu pour la mort de milliers de Kurdes.

Le Hachd, qui a la garde du mausolée, assure qu'il a été détruit "par l'aviation irakienne" car, selon les responsables de cette formation, les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), entrés à Aouja en 2014, avaient posté des tireurs sur son toit et harcelaient les forces irakiennes venues les déloger.

Le cheikh al-Nida, lui, ne croit pas à cette version, même si "nous ne savons rien d'Aouja depuis que nous avons dû en partir, contre notre gré". "La tombe a été ouverte puis dynamitée".

Depuis la chute du dictateur en 2003 puis son exécution après huit mois de chasse à l'homme et d'un procès historique, "nous

sommes opprimés car nous sommes ses proches", assure-t-il, au Kurdistan irakien, où il est désormais installé.

"Est-ce normal que nous payions le prix fort sur des générations, parce que nous sommes de la même famille ?" s'emporte l'homme, abaya noire jetée sur une longue robe blanche et keffieh sur la tête.

Même après sa mort, Saddam Hussein continue de hanter les esprits. Son corps est-il toujours à Aouja ? A-t-il été exhumé avant la destruction du mausolée ? Qui l'a emporté ? Et surtout, qui aujourd'hui sait réellement où se trouve les restes de l'homme qui fit tant parler dans le monde ?

Toutes les versions circulent, mêlant rumeurs folles et très probablement quelques éléments de vérité.

**SADDAM OU SON SOSIE ?**

Le Hachd pense que "le corps est toujours là", assure Jaafar al-Gharaoui.

Pourtant, glisse un combattant, "certains disent que la fille de Saddam Hussein, Hala, est venue en jet privé à Aouja et a emporté le corps de son père en Jordanie", où elle vit en exil.

"Impossible !" rétorque un professeur d'université qui refuse de donner son nom.

"Hala n'est jamais revenue en Irak", assure cet enfant du pays qui a étudié de près l'ascension puis la chute de Saddam Hussein. Toutefois, affirme-t-il, le corps n'est plus dans le mausolée. "Il a été emporté dans un endroit secret et personne ne sait qui l'a transporté et vers où", à l'exception sûrement de la famille proche. Mais ces proches, eux, sont muets comme des tombes.

Des tombes explosées, il y en a eu d'autres, poursuit l'expert. "Celle du père de Saddam Hussein à l'entrée du village a été dynamitée", affirme-t-il, ce qui accrédite selon lui la version selon laquelle le mausolée l'a également été.

Comment le mausolée a-t-il été détruit ? Le corps y était-il encore ? Qui le sait ? Toutes ces questions qui hantent Aouja intéressent peu dans les rues de Bagdad, où plus de deux décennies de dictature ont laissé des traces.

Pour certains le problème est bien plus simple : "Saddam n'est pas mort, celui qui a été pendu est un sosie", affirme Abou Samer, un habitant de Bagdad.

**L'Afrique en bref**

• **Guinée-Bissau/Gouvernement. Décret de nomination du nouveau Premier ministre**

Le président bissau-guinéen José Mario Vaz a nommé hier par décret son nouveau Premier ministre, Aristide Gomes, qui devait entrer en fonction dans la foulée, afin de "mettre fin définitivement" à la crise politique qui dure depuis des années, a-t-on appris auprès de la présidence de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest.

• **Niger/Manifestation. Trois militants arrêtés à Niamey**

Trois militants de la société civile nigérienne ont été arrêtés dimanche après des heurts à Niamey entre la police et des manifestants qui ont bravé l'interdiction d'une marche contre la loi de finances, ont indiqué hier leurs proches.

• **Nigeria/Défense. Afrique et Etats-Unis en conférence contre le terrorisme**

Des militaires de plusieurs pays d'Afrique ont entamé hier à Abuja une conférence co-organisée par les Etats-Unis afin de renforcer leur coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Le "sommet des forces terrestres africaines" vise à rassembler la haute hiérarchie militaire des pays d'Afrique "pour un dialogue franc" sur la sécurité sur le continent, selon l'armée américaine.

• **RD Congo/Justice. Plus de 250 magistrats à la porte**

Plus de 250 magistrats congolais, accusés de corruption ou d'incompétence, ont été révoqués ou démis par le président Joseph Kabila, selon une série d'ordonnances rendues publiques hier.

• **Rwanda/Armée. Deux militaires arrêtés près d'un aéroport de l'Est de la RDC**

Deux militaires rwandais armés ont été arrêtés dans la nuit de dimanche à hier près de l'aéroport de Goma dans l'est de la République démocratique du Congo, a appris l'AFP de source militaire congolaise.

• **Zimbabwe/Diplomatie. Commonwealth : Harare de retour sur la scène internationale**

Le Zimbabwe participera cette semaine à un sommet du Commonwealth à Londres, a indiqué hier un responsable du ministère des Affaires étrangères, marquant la volonté d'Harare de revenir sur la scène internationale, depuis la chute de Robert Mugabe.

Tchad/Politique

# Vers un boycott de l'opposition à l'Assemblée sur la nouvelle Constitution

AFP

N'Djamena/Tchad

Les élus de ce camp, au nombre de 33 - sur un Parlement composé de 170 députés - réclament plutôt un référendum pour faire adopter le texte.

LES députés de l'opposition au Tchad ont décidé de boycotter les travaux parlementaires relatifs à l'adoption de la nouvelle Constitution, a indiqué hier un député à l'AFP, réclamant un référendum pour faire adopter le texte.

Les députés boycotteront "tous les travaux liés à la nouvelle Constitution" au Parlement, et ce "jusqu'à la date du 30 avril 2018, date retenue pour le vote de cette loi", a déclaré hier

Ahmat Saleh Rakhis, député de l'opposition et 6ème vice-président de l'Assemblée.

Les 33 députés de l'opposition - sur un Parlement composé de 170 députés - dénoncent l'adoption de la nouvelle Constitution par voie parlementaire et réclament une adoption par référendum.

"Au lieu de passer par la voie référendaire, on prend un raccourci pour faire voter cela par les députés", a ajouté M. Rakhis.

Après son adoption par le gouvernement début avril, le projet de loi constitutionnel a été renvoyé à l'Assemblée nationale, où un comité technique a été mis en place hier pour l'examiner avant son vote fin avril.

Ce projet de nouvelle Constitution, qui met en place un "régime présiden-



Photo : AFP

L'adoption de la nouvelle Constitution devrait conduire au renforcement des pouvoirs du président Idriss Deby Itno.

tiel", est issu des résolutions d'un forum sur les réformes institutionnelles rassemblant les forces politiques, religieuses et sociales du pays, tenu en mars et boycotté par l'opposition.

Ce prochain passage à un "régime présidentiel inté-

gral", pilier d'une nouvelle 4e République, va renforcer les pouvoirs du président du Tchad dirigé depuis 1990 par Idriss Déby Itno.

L'opposition tchadienne a dénoncé ce changement de Constitution, arguant que si "quelques appa-

rences restaient, maintenant c'est un pouvoir sans partage", selon Saleh Kebzabo, arrivé deuxième à la présidentielle de 2016. Idriss Déby, âgé de 65 ans, en est à son cinquième mandat, qui s'achèvera le 21 août 2021.

Selon la nouvelle Constitution - si elle est adoptée conformément aux résolutions issues du forum - Idriss Déby pourrait se représenter en 2021 et pourrait alors théoriquement effectuer deux autres mandats de six ans, jusqu'en 2033.

Des élections législatives doivent se tenir en novembre au Tchad. Ce scrutin a été repoussé à plusieurs reprises, le mandat des députés actuels s'étant terminé en juin 2015 avant d'être prolongé par loi constitutionnelle.